

perte de revenus. Les recettes globales du Dominion, y compris les nouvelles taxes, ont été estimées à \$1,400,000,000 pour l'année fiscale 1941-42.

Le Dominion dut emprunter de fortes sommes pour défrayer la partie de ses propres dépenses de guerre qui ne pouvaient pas l'être même par de lourdes taxes et pour fournir des fonds à la Grande-Bretagne. Il y a eu cinq emprunts distincts, en outre de l'importante campagne des certificats d'épargne qui se continue et des prêts sans intérêt faits par des citoyens animés d'esprit public. En octobre 1939 les banques souscrivirent un emprunt à brève échéance de \$200,000,000, afin de faciliter la rapide expansion économique nécessitée par les premiers mois de la guerre. En janvier, 1940, le premier emprunt de guerre fut lancé dans le public, pour obtenir \$200,000,000 en espèces et convertir une émission échue. Ce montant fut surpassé très rapidement. En septembre 1940 le deuxième emprunt de guerre fut offert pour l'obtention de \$300,000,000 en espèces et la conversion d'une autre émission échue. Ce montant fut également surpassé, mais moins rapidement. En janvier 1941 les banques souscrivirent un autre emprunt à brève échéance, au montant de \$250,000,000, et sous forme de billets à 2½ ans vendus pour rapporter 1½ p.c. L'expansion considérable et inouïe de l'emploi et de la production au Canada, qui se poursuivait encore à cette époque, permit de faire cet autre financement par l'intermédiaire des banques sans pratiquer l'inflation. Il faut ajouter qu'une émission de \$325,000,000 en valeurs du Dominion fut vendue à la Banque du Canada en mai 1940, pour l'obtention de change étranger; mais cette opération constituait essentiellement un échange d'actif plutôt qu'un emprunt normal.

L'emprunt de la victoire de 1941, lancé en juin, fut beaucoup plus considérable que les précédents et mené à bonne fin par une organisation nationale, s'étendant à toutes les régions du Canada. L'objectif initial était une souscription globale de \$600,000,000 en espèces, en outre des souscriptions de conversion pour une émission échéant en novembre 1941. On avait le choix entre des obligations à 10 ans rapportant 3.09 p.c. et des obligations à 5½ ans rapportant 2.19 p.c. Après avoir progressé continuellement pendant la campagne de trois semaines, les souscriptions en espèces atteignirent finalement le total de \$737,071,950. Il y eut également des souscriptions de conversion de \$104,096,050. Le nombre total de souscripteurs fut de 948,001.

Afin de s'occuper des problèmes du change étranger pendant la guerre, la Commission de contrôle du change étranger a été établie le 15 septembre 1939, avec pouvoirs de réglementer les transactions entre les résidents du Canada et les non-résidents. Les pp. 847-850 donnent un exposé complet de la raison d'être, de l'organisation et des activités de cette Commission. A remarquer ici que, en outre du travail de la Commission, y compris la restriction des exportations de capitaux en dehors du Canada et la restriction de l'utilisation du change étranger pour les voyages d'agrément, le Gouvernement prit d'autres mesures pour faire face à la pénurie de change. La plus importante est la loi sur la conservation du change en temps de guerre, défendant ou restreignant l'importation d'articles non essentiels spécifiés et facilitant l'augmentation des exportations. De plus, la pénurie de change fut partiellement atténuée par les accords annoncés par le Président des Etats-Unis et le Premier Ministre du Canada à Hyde Park, le 20 avril; d'après ces accords, les Etats-Unis fourniront au Royaume-Uni, en vertu de la loi du prêt-location, les matières constituantes de fournitures de guerre qui seront fabriquées au Canada et, ce qui est plus important, les Etats-Unis achèteront du Canada certaines matières premières essentielles et autres fournitures de guerre que le Canada peut produire rapidement et efficacement.